

Médicaments qui entrent dans le pays dans les cabas

Boudiaf promet des sanctions sévères

Page 2



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3812 - Dimanche 6 mars 2016 - Prix : 10 DA

Lutte antiterroriste

Quatre refuges détruits et une cache découverte

Page 24

L'emprunt obligataire annoncé par le gouvernement fait débat

Quels choix pour éviter l'endettement extérieur ?

Page 2

Histoires de clan

Par Mohamed Habili

Depuis que Louisa Hanoune est occupée à éteindre le feu dans sa propre maison, elle est moins présente dans les médias, et lorsqu'elle y est, ce qui tout de même continue d'être la règle plutôt que l'exception, c'est pour se montrer nettement moins virulente que d'habitude envers la «mafia au pouvoir». Encore faut-il rappeler que ce genre d'attaques ne sont pas très anciennes chez elle, qu'elles remontent à quelques mois seulement, en fait une fois qu'elle a compris que les portes d'Al Mouradia ne s'ouvriraient plus devant elle. Tant qu'elle y avait ses entrées, pour ainsi dire, non seulement elle n'était pas si acerbe envers la politique menée par le gouvernement, mais elle s'y reconnaissait quant à l'essentiel, au point de se forger la réputation d'être une des composantes de que dans les journaux on appelait alors quasi quotidiennement le clan présidentiel. Si cette appellation n'est plus guère utilisée, c'est peut-être parce qu'on aura fini par comprendre qu'à trop s'en servir, on ne faisait pas que désigner l'adversaire tout en le fustigeant, on orientait aussi le regard sur soi, au titre de clan opposé, avec tout ce que cela pourrait impliquer de négatif. Si en effet il y a un clan présidentiel, nécessairement il y a au moins un autre clan lui faisant pièce, et travaillant à le faire tomber dans le but de prendre sa place. On ne peut rien contre la logique et la nature des choses.

Suite en page 3

Des milliers de Sahraouis accueillent le SG de l'ONU à Smara

Visite historique de Ban Ki-moon au Sahara occidental



Des milliers de réfugiés sahraouis ont accueilli, hier à Smara, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour réaffirmer leur attachement à l'indépendance et l'exercice de leur droit à l'autodétermination, mettant les Nations unies devant leur responsabilité quant au règlement du conflit au Sahara occidental, opposant le Maroc au Front Polisario.

Page 3

Tahar Hadjar en visite à Tizi Ouzou

Le ministre appelle les organisations d'étudiants au dialogue

Page 4

Semaine culturelle de Tizi Ouzou à Constantine

Un riche patrimoine à découvrir

Page 13

Médicaments qui entrent dans le pays dans les cabas

Boudiaf promet des sanctions sévères

■ Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, qui est revenu hier sur les médicaments qui entrent dans le pays dans les cabas et qui échappent à tout contrôle, met en garde contre ces pratiques frauduleuses et promet des sanctions sévères à l'encontre des personnes impliquées, ajoutant qu'une enquête est en cours pour définir les fraudeurs.

Par Louiza Ait Ramdane

« **D**es mesures sévères seront prises contre les fraudeurs de médicaments. Après les résultats de l'enquête, des décisions suivront », promet Abdelmalek Boudiaf à l'adresse des fraudeurs, lors d'une visite de travail à l'hôpital Mustapha-Pacha.

Le ministre de la Santé, qui met en garde contre cette pratique frauduleuse, explique qu'il existe trois cas de médicaments,

le premier concerne les médicaments qui ne sont pas commercialisés dans le monde entier, que certains médecins continuent à prescrire aux malades. Le deuxième concerne les médicaments fabriqués localement et interdits à l'importation. Le dernier cas est celui des médicaments venus d'Israël, dont l'Algérie a interdit aussi son importation, mais en même temps assure son remplacement par un autre médicament.

La maternité de Constantine rouverte prochainement

La maternité de Constantine fermée et transférée à l'hôpital d'El Khroub, suite au reportage diffusé par la Télévision nationale montrant au grand public une situation des plus dramatiques de cette maternité, sera rouverte au plus tard à la fin du mois prochain, selon le ministre de la Santé. Une bonne nouvelle qui fera le bonheur de la population de cette région. La maternité de Constantine fermée temporairement et provisoirement pour accélérer les travaux de réhabilitation, qui ont atteint un stade très avancé, sera remise en service prochainement. Dès le lendemain de la diffusion du reportage, des travaux de réhabilitation ont été entamés. Pour accélérer les travaux, le ministre de la Santé avait décidé de fermer le service. Les



Ph/E. Soraya/J.A.

prestations de ce service ont été transférées vers l'hôpital d'El Khroub, à une trentaine de kilomètres au sud de Constantine. En marge de sa visite à l'hôpital Mustapha-Pacha, le ministre de la Santé fera savoir que le Centre anticancer (CAC), de Blida qui a connu une opération portant rénovation et requalification de la totalité du centre, sera remis en service prochainement avec la réception de nouveaux matériels ultramodernes servant dans la lutte contre le cancer. Il s'agit de

l'accélérateur linéaire (de dernière génération). L'Institut du rein de Blida sera également rouvert dans les prochains jours, fera savoir le ministre de la Santé. Insistant sur la prise en charge et l'attention qu'il faudra observer en matière d'urgences, il a donné des instructions à l'adresse des professionnels de la santé de faire de leur mieux pour assurer les soins de qualité pour le patient tout en respectant la présence obligatoire. « Je ne veux pas de service vide. Le médecin

est appelé à assurer son service à plein temps », a recommandé le ministre. C'est pourquoi le ministre de la Santé n'est pas allé par trente-six chemins pour dire que la situation des structures de santé n'est pas satisfaisante, malgré les efforts et les moyens de l'Etat. Le ministre de la Santé a procédé hier à l'inauguration d'un service d'urgence cardiologique à l'hôpital Mustapha. Comme il a procédé à la réouverture du service de neurochirurgie, retapé à fond, dans le même hôpital. L. A. R.

Essais nucléaires français dans le Sahara Nécessité de lever le caractère confidentiel des dossiers

LA NÉCESSITÉ de lever le caractère confidentiel des dossiers liés aux essais nucléaires français dans le Sahara algérien pour mettre au jour ces essais dangereux, a été soulignée par un chercheur algérien, spécialiste en génie nucléaire. « Lever le caractère confidentiel des dossiers afférents aux essais nucléaires effectués par la France coloniale dans le Sahara algérien permettra de braquer davantage de lumières sur ces dangereuses explosions et élucider leurs effets catastrophiques sur l'environnement et la population », a indiqué le D' Ammar Mansouri, chercheur, dans le domaine de génie nucléaire, lors d'une rencontre organisée vendredi soir au musée du Moudjahid de Tamanrasset. M. Mansouri a souligné que « la levée de l'aspect confidentiel sur ces dossiers d'essais nucléaires permettra aux chercheurs, universitaires et étudiants de s'informer des essais nucléaires, d'évaluer leurs dégâts et répercussions sur l'environnement, et l'homme ». « Les justifications avancées par la France coloniale sur les modalités de choix de sites de ces essais, admettant que ces endroits ne manifestaient aucun signe de vie humaine, faunistique et floristique, n'est qu'un grand mensonge », a-t-il martelé. « Les régions retenues au niveau de Reggane (Adrar) et In-Ikker (Tamanrasset) sont des régions peuplées », a-t-il ajouté, arguant que la population de la région d'In-Ikker, (180 km au nord de Tamanrasset) et ses cheptels, ont été transférés vers le Nord-Est du site des essais, et d'autres populations ont été déplacées vers la région d'Assekrem.

O. B.

L'emprunt obligataire annoncé par le gouvernement fait débat

Quels choix pour éviter l'endettement extérieur ?

Au lendemain de l'annonce du lancement d'un emprunt obligataire de taux d'intérêt de 5% le mois d'avril prochain, la question fait déjà débat dans le milieu des experts, des économistes et des patrons, dont certains se préparent déjà. Mais quelle chance pour cette opération pour éviter à l'Algérie l'endettement extérieur.

La conjoncture économique et financière difficile semble durer dans le temps avec l'instabilité des prix du pétrole, ce qui a affecté directement les réserves de change de l'Algérie avec un recul de plus de la moitié 80%.

Dans ce contexte, le gouvernement multiplie les mesures sur tous les fronts dans l'espoir d'éviter l'endettement extérieur, sachant que le paiement anticipé de la dette extérieure fait partie des grandes réalisations du président Bouteflika et ce serait difficile de s'endetter encore une fois surtout la production de richesse par les secteurs hors hydrocarbures n'est pas encore en mesure de jouer le rôle d'alternative aux hydrocarbures.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la session de printemps de l'Assemblée populaire nationale (APN), le Premier ministre avait parlé d'un « nouveau modèle économique qui est en phase d'examen et sera présenté et annoncé en avril prochain ».

Il avait annoncé le lancement d'un emprunt obligataire en avril prochain avec un taux d'intérêt de 5%. Une mesure qui fait déjà débat sur la scène nationale, notamment ce qu'elle pourra apporter de plus pour la gestion de la crise financière et économique

causée par la chute des prix du pétrole. Le président du forum des chefs d'entreprise fait une promotion pour cet endettement interne et hier encore il a appelé depuis Mostaganem les chefs d'entreprise à participer en force à l'emprunt obligataire qui sera lancé par le gouvernement afin d'éviter l'endettement extérieur.

Le patron des patrons affirme tout faire pour éviter à l'Algérie d'aller vers l'endettement extérieur et selon lui « si cet endettement arrive, ce ne sera pas une catastrophe puisque'il s'agit de promouvoir l'économie nationale ».

Il faut dire que le fait que le gouvernement recourt à un emprunt obligataire après toute une série de mesures prises, ceci confirme que la situation est difficile, une difficulté que reconnaît le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. En plus de l'emprunt obligataire, une nouvelle réunion tripartite est annoncée pour le mois de juin prochain. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a laissé comprendre que la prochaine tripartite aura un cachet économique, puisqu'il a indiqué que celle-ci adoptera des décisions en faveur de la promotion de l'économie nationale.

Cette tripartite est la seconde dans un temps record puisqu'il y a six mois, le gouvernement, le patronat et la Centrale syndicale se sont réunis à Biskra pour relancer l'économie nationale à travers l'encouragement de l'investissement national privé et public. Cependant, une telle démarche ne peut porter ses fruits dans l'immédiat.

Ainsi, le recours à l'endettement interne pourrait être une solution pour booster l'éco-

nomie nationale dans une partie et probablement d'autres démarches doivent suivre. L'instabilité du marché pétrolier et la poursuite de la chute des prix de l'or noir depuis juin 2014 constituent de jour en jour une grande charge et une menace pour la situation financière de l'Algérie comme pays exportateur. A cet effet, une course contre la montre est engagée au sommet de l'Etat avec une série de discussions avec les pays producteurs de pétrole pour faire remonter le cours du brut. Mais celles-ci n'ont toujours pas abouti et même l'accord saoudo-russe, le Qatar et le Venezuela ne semble pas porter ses fruits même si le brut a remonté vendredi dernier à 40 dollars le baril. Lors de la dernière présentation du rapport de la conjoncture économique et financière, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, a souligné que « le déficit de la balance des paiements s'est établi à 20,8 mds usd au cours des neuf premiers mois 2015 contre 3,02 mds usd durant la même période de 2014 ». Il avait indiqué que les réserves de change de l'Algérie ont baissé à 152,7 milliards de dollars (mds usd) à fin septembre 2015 contre 159,03 mds usd à fin juin 2015, soit une baisse de 6,33 mds usd entre juin et septembre. Ainsi, l'inquiétude demeure importante sans accord préalable pour la baisse de la production de pétrole des pays concernés. Il est vrai que pour le moment, l'Etat dispose de fonds de régulation des ressources (FRR) et des réserves de change pour résister au choc de la chute des prix du pétrole mais à savoir combien cette résistance pourra durer.

Nacera Chennafi

- Des milliers de Sahraouis accueillent le SG de l'ONU à Smara -

Visite historique de Ban Ki-moon au Sahara occidental

■ Des milliers de réfugiés sahraouis ont accueilli, hier à Smara, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour réaffirmer leur attachement à l'indépendance et l'exercice de leur droit à l'autodétermination, mettant les Nations unies devant leur responsabilité quant au règlement du conflit au Sahara occidental, opposant le Maroc au Front Polisario.

Par Faten D.

Arrivé à bord d'un hélicoptère et accompagné d'une délégation onusienne parmi laquelle se trouve son Envoyé personnel au Sahara occidental, Christopher Ross, M. Ban a été accueilli par des Sahraouis brandissant des banderoles et scandant des slogans appelant à l'«organisation, sans attendre, du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui» en lutte contre l'occupant marocain.

C'était la revendication principale des réfugiés sahraouis, qui avaient longtemps attendu la visite de M. Ban dans la région pour insister sur la responsabilité de la communauté internationale et la nécessité d'un règlement urgent du conflit qui dure depuis plus de quarante ans, à travers, ont-ils scandé, «la relance des négociations sérieuses et responsables». Réitérant l'engagement du Front Polisario, leur représentant légitime dans le processus du règlement onusien, les Sahraouis ont également brandi des portraits de Sahraouis victimes des pratiques inhumaines et de la transgression des droits de l'Homme dans les territoires occupés par le régime marocain. «Les Sahraouis attendent que Ban Ki-moon constate de ses propres yeux les violations et les exactions marocaines pour réagir et assumer sa responsabilité», a déclaré à l'APS Mohamed, un réfugié sahraoui. Pour sa part, son compatriote, Hammad Ali, a lancé : «Nous voulons notre indépendance et retrouver définitivement notre terre... notre patrie». L'espoir d'Ali est, également, que cette visite du responsable de l'ONU soit «un tournant décisif dans le règlement du conflit du Sahara occidental». M. Ban a été également accueilli à son arrivée à Smara par les autorités locales, alors qu'un détachement de l'Armée de libération sahraouie (ALS) lui rendait les honneurs. A la faveur de ce déplacement, le chef de l'ONU s'entretenait avec le président sahraoui et secrétaire général du



Front Polisario, Mohamed Abdelaziz, et se rendra à Bir Lahlou (territoires sahraouis libérés) pour rencontrer la Mission de l'ONU pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso).

Le Secrétaire général de l'ONU avait entamé sa tournée dans la région par Nouakchott, où il a rencontré vendredi des

hauts responsables mauritaniens, à leur tête le président, Mohamed Ould Abdel Aziz.

Selon le programme établi, le SG de l'ONU se rendra ensuite en Algérie les 6 et 7 mars, où il aura des discussions avec plusieurs hauts responsables, selon des sources onusiennes.

Mahmed Khadad, responsable du Front Polisario chargé

des relations avec la Minurso, estime que cette visite est hautement symbolique. «C'est la première fois qu'un Secrétaire général des Nations unies fait un tel geste, qui est très important, explique-t-il. Le Secrétaire général montre la voie, montre la bonne volonté, montre de l'intérêt pour le conflit. La balle est désormais dans le camp du Conseil de sécurité. Il ne faut pas que le Conseil de sécurité, au lieu de faire partie de la solution, fasse partie du problème». Ban Ki-moon, est arrivé hier à Chahid El-Hafedh, deuxième étape de sa visite dans les camps de réfugiés sahraouis après celle de Smara. M. Ban Ki-moon a été accueilli à Chahid El-Hafedh par le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, avant d'être reçu, pour des entretiens de haut niveau, par le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Abdelaziz, également secrétaire général du Front Polisario.

Il avait été accueilli par les autorités locales de Smara, alors qu'un détachement de l'Armée de libération sahraouie (ALS) lui rendait les honneurs.

La forte affluence de réfugiés sahraouis empêche Ban Ki-moon de visiter l'école du 17-Juin à Smara

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, n'a pas pu visiter hier l'école du 17-Juin à Smara (camps de réfugiés sahraouis), en raison de la grande affluence de réfugiés enthousiastes, venus accueillir le responsable de l'Organisation internationale, qui effectue une visite dans la région en vue de relancer le processus de règlement du conflit au Sahara occidental, opposant le Maroc et le Front Polisario. Des milliers de réfugiés se sont massés sur le parcours de M. Ban et aux alentours de cet établissement scolaire géré par l'ONU, pour réaffirmer leur attachement à l'indépendance et l'exercice de leur droit à l'autodétermination, mettant les Nations unies devant leur responsabilité quant au règlement du conflit, a constaté l'APS. Les Sahraouis brandissaient des banderoles et scandaient des slogans appelant à l'«organisation, en urgence, du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui» en lutte contre l'occupant marocain. Devant une telle affluence, M. Ban n'a même pas pu descendre de sa voiture officielle, alors que le programme initial de sa visite dans les camps de réfugiés prévoyait une halte dans l'école du 17-Juin ainsi que la tenue d'une rencontre avec les jeunes Sahraouis.

F. D.

Ban Ki-moon s'entretient à Chahid al-Hafedh avec le président de la RASD et des responsables du Front Polisario

Le Secrétaire général des Nations unies (ONU), Ban Ki-moon, s'est entretenu hier à Chahid al-Hafedh (camps de réfugiés sahraouis) avec le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Abdelaziz, également secrétaire général du Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance contre l'occupant marocain. Les entretiens auxquels ont également pris

part des responsables du Front Polisario ont eu lieu au siège de la présidence de la RASD. M. Ban a été accueilli à son arrivée à Chahid al-Hafedh par le Premier ministre sahraoui, Omar Taleb, avant son entretien avec le président, Mohammed Abdelaziz. La situation des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé, l'exploitation illégale par le Maroc des richesses sahraouies et l'organisation du référendum sur l'autodétermination, consti-

tuent les trois principaux dossiers inscrits à l'ordre du jour des rencontres de M. Ban dans les camps de réfugiés sahraouis. Le responsable de l'ONU s'est rendu par la suite dans les territoires sahraouis libérés à Bir Lahlou, où il a rencontré le personnel des Nations unies activant dans la région ainsi que la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination au Sahara occidental (Minurso).

F. D.

LA QUESTION DU JOUR

Histoires de clan

suite de la page Une

Ce recul sur le terrain sémantique doit avoir quelque chose à voir avec la dissolution du DRS. Dès lors que le clan alternatif a été démantelé, continuer de parler de clan présidentiel n'avait plus beaucoup de sens. Ces choses-là en effet ne vont pas par unité mais, pour le moins, par deux. C'est comme pour les partis, il faut qu'il y en ait plus d'un pour qu'il y ait un en particulier. Le pluralisme est dans ce cas la règle et l'unicité l'exception, l'anomalie, et le scandale. Pour en revenir à Louisa Hanoune, ce qu'elle a contre elle, ce n'est pas tant le député Labatcha et son mouvement visant à la redresser, langage que seul un Algérien est à même de comprendre, que le quart de siècle qu'elle a déjà passé à la tête de son parti. Ses redresseurs peuvent échouer dans leur entreprise consistant à la déboulonner, mais pas ce quart de siècle, qui lui donne le tournis rien que d'y penser. A terme, il est plus renversant que n'importe quel mouvement de redressement. Elle n'aurait pas dû attendre que les choses en arrivent où elles en sont pour ce qui la concerne. Elle aurait dû prendre exemple sur Said Sadi, se trouver un héritier parmi les enfants du cru, et continuer de tout régenter par derrière mais comme militant de base. On sait que le nouveau président du RCD nie être un homme de paille, un pantin, une illusion, ainsi que le déclare un membre de la vieille garde, le dernier de ces Mohicans-là à être exclu du parti, exception faite de Said Sadi, le père fondateur en chef. Mais il n'a guère le choix, il ne sera pris au sérieux, il ne sera le chef que s'il commence par tuer le père, c'est-à-dire en l'occurrence par l'exclusion du parti, lui faire connaître en somme le même sort qu'au fils du colonel Amirouche. On ne peut rien contre la nature humaine, et l'Œdipe. C'est toujours comme ça que ces choses se passent. A moins d'être anormal, inhumain en quelque sorte, un monstre pour tout dire. De tout temps les fils ont tué les pères pour devenir chefs à leur tour, et prendre possession des femmes du clan. L'humanité n'a rien inventé d'autre pour régler ces questions de pouvoir. On attend donc que Mohsen Belabès fasse montre d'humanité, en excluant Said Sadi, qui l'a intronisé. Il se pourrait bien que cela ne tarde guère, à se fier à un éternel perceptible dans sa dernière interview, accordée à un journal arabophone bien connu. Said Sadi pourrait bien avoir bientôt d'autres chats à fouetter qu'à faire à Paris un procès en diffamation à Noredine Aït Hamouda.

M. H.

Tahar Hadjar en visite à Tizi Ouzou

Le ministre appelle les organisations d'étudiants au dialogue

■ Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a effectué, hier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Par Hamid Messir

Au menu de cette visite, qui intervenait dans un contexte difficile marqué par des perturbations dans le déroulement des enseignements au niveau de plusieurs facultés, conséquences de protestation à répétition des étudiants contre les conditions de leur accueil dans les campus et cités universitaires, le ministre l'a débutée par l'inspection de nombreux chantiers au niveau de Oued Aissi dans la commune de Tizi Ouzou. Au niveau du premier site, la délégation ministérielle a visité le chantier de 2 500 lits, dont seulement 1 500 lits seront livrés avant l'entame de la prochaine rentrée universitaire, alors que le projet en question a été inscrit en 2006 et relancé en 2012. Puis le ministre s'est rendu dans le pôle de Tamda où il a inspecté les chantiers des 17 000 places pédagogiques, des 12 000 lits et le restaurant central de 800 places. Aux entreprises en charge de ces projets ainsi qu'au maître de l'ouvrage et responsables de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, le ministre a rappelé l'urgence de tout entreprendre pour



Ph/M. Zalouk/J. A.

que les opérations en cours soient livrées dans les délais contractuels.

Sur place, M. Hadjar a rencontré à l'intérieur d'une cité universitaire des représentants des étudiants pour débattre des problèmes posés et inhérents à leur

vie dans les campus et les cités U. Au cours d'un point de presse animé à l'issue de sa visite d'inspection à Tamda, le ministre a exhorté les responsables locaux de son secteur à engager le dialogue avec les organisations syndicales des étudiants et des

travailleurs pour trouver des solutions aux problèmes posés. M. Hadjar n'a pas manqué d'avertir que comme par le passé les responsables qui n'ouvrent pas les portes du dialogue seront relevés de leurs fonctions. Il a annoncé la réception de

quelque 99 000 places pédagogiques à la rentrée prochaine pour atteindre une capacité totale de plus de 1,4 million de places. Pour la wilaya de Tizi Ouzou, le ministre a indiqué qu'à la rentrée prochaine 7 000 places pédagogiques et 9 500 lits seront réceptionnés. Il est à noter que dans la wilaya de Tizi Ouzou 17 000 places pédagogiques, de 17 500 lits d'hébergement, un restaurant, une bibliothèque, un hall des travaux pratiques, un siège d'administration centrale, un siège des œuvres universitaires et une ferme expérimentale sont en réalisation. Ces nouveaux équipements viendront renforcer les capacités existantes qui sont de 36 500 places pédagogiques, 26 400 lits d'hébergement, deux bibliothèques centrales, deux restaurants centraux de 800 places, 13 restaurants de cités, le siège des œuvres universitaires et les deux rectorats. L'objectif à l'horizon 2018-2019 est d'atteindre 53 500 places pédagogiques et 43 900 lits d'hébergement. **H. M.**

Ouargla/En prévision de leur rapatriement

500 ressortissants subsahariens acheminés vers Tamanrasset

Cinq cents ressortissants de différentes nationalités africaines ont été acheminés hier vers le centre d'accueil de Tamanrasset en prévision de leur rapatriement vers leurs pays d'origine, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Treize bus de voyageurs et trois camions réservés au transport des bagages ont été mobilisés pour l'acheminement de ces ressortissants issus de huit nationalités (Mali,

Niger, Liberia, Côte d'Ivoire, Sénégal, Sierra Leone, Angola et Ghana). Ils ont été dotés de ravitaillement, a-t-on signalé.

Deuxième du genre en l'espace de 48 heures, cette opération qui s'est déroulée à partir de l'ancienne gare routière de Ouargla, a été encadrée par le Croissant-Rouge algérien (CRA), la Sûreté nationale, la Protection civile (PC), les services de la Santé, l'administration locale et la Gendarmerie nationale

(GN), a-t-on fait savoir de même source. Un contingent de 545 ressortissants de différentes nationalités africaines avait quitté Ouargla jeudi dernier à destination du centre d'accueil de Tamanrasset. Auparavant, les responsables de la wilaya avaient annoncé que des ressortissants africains, en situation irrégulière en Algérie, seront acheminés vers le centre d'accueil de Tamanrasset en prévision de leur rapatriement. **Halim O./APS**

Boucherma appelle à investir dans le développement humain Meeting du Parti des jeunes

LE COORDINATEUR général du Parti des jeunes (PJ), Hamana Boucherma, a souligné, hier à Taher (Jijel), la «nécessité d'investir dans le développement humain», seule alternative, selon lui, de «faire avancer le pays». S'exprimant lors d'un meeting tenu à la maison des jeunes de cette localité distante de 20 km du chef-lieu de wilaya, M. Boucherma a rappelé, d'emblée, que l'Algérie dispose d'un «important potentiel, celui de la jeunesse, dans lequel il faut investir».

Cette frange sociale, a-t-il affirmé, devrait constituer «le fer de lance du pays» et de son développement socio-économique et culturel, ajoutant que «plusieurs pays» ont donné l'exemple en réussissant leur développement après avoir mis en premier lieu sur la jeunesse. L'orateur, qui a mis en relief «le rôle du mouvement associatif», a insisté sur le fait que le développement humain est «la seule alternative» pour dégager la «meilleure pépinière possible qui sera l'élite de demain». Le regroupement du PJ a réuni de jeunes militants et militantes ainsi que des sympathisants de cette formation politique. **Khelil N.**

Parti du FLN

Meeting à l'occasion de la Journée internationale de la femme

Un meeting a été organisé hier au Palais du peuple (Alger) par le parti du Front de libération nationale (FLN), à l'occasion de la Journée internationale de la femme célébrée le 8 mars. Intervenant à cette occasion, M^{me} Salima Athmani, membre du bureau politique chargée de la femme, a mis en évidence le rôle majeur de la femme algérienne durant la

guerre de Libération et les sacrifices consentis après le recouvrement de la souveraineté nationale, rappelant au passage les droits arrachés par la femme algérienne ainsi que les postes de responsabilité qu'elle occupe dans divers secteurs. Elle a, par là même, salué les efforts consentis par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour l'amélioration de

la condition de la femme, la promotion de sa participation politique et la constitutionnalisation de l'équité et l'égalité entre les deux genres. Par ailleurs, un hommage a été rendu au président de la République pour les efforts qu'il n'a eu de cesse de déployer, depuis son accession à la magistrature suprême du pays, en faveur de la promotion des droits de la femme algérienne.

ne, le rétablissement de la sécurité et la stabilité dans le pays ainsi que pour les réalisations accomplies dans différents domaines au profit du peuple algérien. La rencontre a été marquée par la présence de ministres du parti du FLN, des membres du bureau politique aux côtés de militantes du parti venues de différentes régions du pays. **Faika N.**

Activité partisane

Mokri appelle à une politique pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Mokri, a souligné vendredi à El-Oued la nécessité d'adopter une politique permettant à l'Algérie de sortir de la dépendance aux hydrocarbures pour garantir un développement économique durable.

Lors d'un meeting avec les militants du parti à El-Mghayer, M. Mokri a énuméré les avantages de l'adoption d'une politique à même de sortir l'économie nationale de la dépendance aux hydrocarbures en optant

pour la création de richesses alternatives face aux défis économiques.

Il a souligné, à ce titre, l'importance de l'investissement dans le domaine agricole qui est à même, a-t-il soutenu, de réaliser l'autosuffisance en matière de produits agricoles et de réduire la facture de l'importation en produits alimentaires.

M. Mokri a également souligné l'importance d'apporter de l'aide aux jeunes et de les encourager à investir dans l'agriculture en leur facilitant notamment l'accès au foncier

agricole. Le président du MSP a rendu hommage à cette occasion à l'Armée nationale populaire (ANP), héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), pour son rôle dans la préservation et la défense de l'intégrité territoriale du pays, appelant à éloigner l'institution militaire de la politique car son rôle est «plus noble», a-t-il soutenu.

Il a par ailleurs réaffirmé la position immuable de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne.

R. N.

Redynamisation de l'investissement

Des milliers de postes d'emploi attendus

■ Pas moins de 2 058 postes d'emploi seront créés dans le cadre du nouveau programme de redynamisation du secteur de l'investissement au niveau de la wilaya d'Ain Témouchent, a-t-on appris auprès de la cellule de communication.

Par Souad L.

miques de la wilaya pour l'élaboration de plans de besoins en ressources humaines de ces sociétés, entreprises et autres employeurs.

Dans son rapport de présentation, le directeur de l'emploi de la wilaya d'Ain Témouchent a rappelé que, durant l'exercice écoulé, il a été enregistré 5 718 offres d'emploi dans le secteur économique pour un total de 8 022 demandeurs d'emploi.

Il a été procédé, durant la même période, à l'installation de 4 834 demandeurs d'emploi à durées déterminée et indéterminée, ajoute-t-on, signalant que la Fonction publique a recruté, pour sa part, 1 190 demandeurs de travail, dont 1 045 permanents.

S. L. /APS



Ph. > D. R.

Ces postes d'emploi résultent des nouveaux projets d'investissement approuvés par la cellule spécialisée que préside le wali, a indiqué le directeur de l'emploi, lors du dernier conseil exécutif.

Il s'agit, entre autres, de projets de montage de véhicules utilitaires «Emin Auto», de fabrication de ronds à béton et autres projets susceptibles de redynamiser l'activité économique au niveau de cette wilaya et de générer des postes d'emploi au profit de la main-d'œuvre locale et celles de wilayas voisines.

Dans ce même cadre, le wali d'Ain Témouchent, Hamou Ahmed Touhami, a décidé, lors du même conseil exécutif, d'annuler définitivement le projet dénommé «EOS polymère», spécialisé dans la production de sachets biodégradables. Il est reproché aux promoteurs du projet «leur absence de sérieux dans son exécution», a-t-on précisé.

D'autre part, le responsable de l'exécutif a décidé, en outre, d'organiser une rencontre de coordination entre l'antenne locale de l'emploi (AWEM) et des entités administratives et écono-

Produits alimentaires

L'indice des prix stable en février

L'indice de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des prix des produits alimentaires, était stable en février 2016, a indiqué la FAO dans un rapport publié sur son site web. L'indice FAO s'est établi en moyenne à 150,2 points en février, l'indice des prix alimentaires de la FAO est resté pratiquement inchangé par rapport aux 150 points révisés de janvier et est inférieur de 14,5 pour cent à son niveau de l'an dernier. Selon la FAO, la baisse des prix du sucre et des produits laitiers a absorbé la forte hausse des prix des huiles végétales par rapport au mois précédent. L'indice des céréales s'est établi en moyenne à 148,3 points en février, soit une légère baisse par rapport à janvier et un recul de 13,7 pour cent par rapport au niveau d'il y a un an. Le blé a connu la baisse la plus marquée (1,5%) sous l'effet d'échanges ralentis et du fait que l'on s'attend à ce que les volumes disponibles à l'exportation demeurent élevés pendant le reste de la campagne commerciale. Les cours du maïs, soutenus par des achats importants de la part d'un certain nombre de pays, n'ont que faiblement diminué. Quant aux prix du riz, ils se sont légèrement affermis par rapport au mois dernier, sous l'effet d'une hausse des cours du riz japonais. En février, l'indice des produits laitiers

s'est établi en moyenne à 142 points en février, en baisse de 3,1 points (2,1%) par rapport à janvier. Une demande à l'importation peu vigoureuse, en particulier de la part de la Chine, parallèlement à une offre à l'exportation ample s'est traduite par une baisse générale des prix des produits laitiers. En outre, certains importateurs, ayant le sentiment que le marché était largement en mesure de couvrir les besoins immédiats et à court terme, ont limité les achats destinés à la reconstitution des stocks. Ce sentiment a été renforcé par une augmentation des ventes de lait écrémé en poudre aux stocks d'intervention dans l'Union européenne. Concernant l'indice des huiles végétales, de son côté, a affiché une valeur moyenne de 150,3 points en février, gagnant 11,2 points (8 %) par rapport au mois de janvier et atteignant sa valeur la plus haute depuis juin 2015. La hausse est surtout le fait de l'huile de palme, qui s'est appréciée de 13 pour cent, suite aux annonces d'une baisse des stocks en Asie du Sud-Est jointes à des perspectives de production médiocres pour les prochains mois. Les prix de l'huile de soja se sont aussi raffermis, du fait qu'on s'attend à ce que la faiblesse de l'offre d'huile de palme et d'autres huiles végétales stimule la demande mondiale d'huile de soja. En février, l'indice de la viande a atteint

148,2 points, soit une légère hausse par rapport à la valeur révisée de janvier. On constate, par catégorie de viande, que les prix de la viande bovine ont augmenté, tandis que ceux de la viande de volaille et de la viande ovine ont diminué. Ce sont les prix de la viande bovine qui ont le plus augmenté, en raison d'une contraction de l'offre en Australie et aux Etats-Unis. Les cours de la viande ovine ont baissé pour le quatrième mois consécutif du fait qu'on se trouve en période de production maximale en Océanie. Enfin, le secteur de la volaille a continué de bénéficier d'une baisse des prix des aliments, un facteur qui a contribué à faire reculer les prix mois après mois depuis juin de l'année dernière. Enfin, l'indice du sucre s'est établi en moyenne à 187,1 points en février, perdant 12,3 points (6,2%) par rapport au mois de janvier. C'est la deuxième baisse consécutive enregistrée après quatre mois de hausse régulière. Ce fléchissement fait suite principalement à des récoltes qui s'annoncent meilleures que prévu au Brésil, premier producteur et exportateur mondial de sucre. La perspective d'une baisse de la production de sucre plus forte que prévu au niveau mondial n'a pas empêché le recul des prix, les stocks mondiaux de sucre offrant une marge confortable. **Fateh M./ agences**

Changes/Malgré les bons chiffres de l'emploi US

L'euro monte face au dollar

L'euro s'affichait en hausse face à un dollar incapable de tirer parti de bons chiffres sur l'emploi, le marché semblant mettre en doute leur impact à court terme sur la Réserve fédérale. Vers 19h00 GMT (20h00 à Alger), l'euro valait 1,0993 dollar contre 1,0957 dollar jeudi vers 22h00 GMT. Il est monté jusqu'à 1,1043 dollar vers 15h00 GMT. La monnaie unique européenne montait également face à la devise nipponne, à 125,55 yens contre 124,56 yens jeudi soir. Le dollar repartait en hausse face à la monnaie japonaise, à 114,21 yens contre 113,69 yens la veille. Dans un premier temps, vers 13h30 GMT, «le dollar a bondi grâce aux données» des créa-

tions d'emplois, observait Fawad Razaqada, analyste chez Forex.com. Les créations d'emplois aux Etats-Unis ont en effet affiché un bond spectaculaire en février, pour atteindre 242.000 embauches nettes, dépassant largement les attentes des analystes, et le taux de chômage est resté au plus bas depuis huit ans à 4,9%. Ces chiffres «devraient rassurer les investisseurs inquiets que la reprise économique aux Etats-Unis reste solide», a expliqué Omer Esiner, chez Commonwealth Foreign Exchange. «Mais ce qui est important pour le dollar, c'est que la mollesse des salaires (ndlr: qui ont baissé en février) va retenir la Fed» de rehausser ses taux d'inté-

rêt prochainement, ajoutait M. Esiner, pour qui au total les chiffres sur l'emploi, «bons mais pas excellents, ne suffiront probablement pas à faire globalement monter le dollar à très court terme». La Fed, qui se réunit les 15 et 16 mars, fait de l'amélioration notable et pérenne de l'emploi et de l'accélération de l'inflation, dont les salaires sont une composante, les deux éléments déclencheurs d'un resserrement monétaire qui reviendrait à rendre le billet vert plus rémunérateur et donc plus attractif. Par ailleurs, le marché du pétrole confirmait nettement sa remontée vendredi, bénéficiant indirectement à l'euro: «cela semble montrer que le monde va bien et que la Banque

centrale européenne ne va pas ressentir le besoin d'être très active cette semaine», selon Greg Anderson, chez BMO. «Comme les statistiques économiques en zone euro ont été assez bonnes cette semaine», a-t-il ajouté, les investisseurs sont tentés de modérer leurs attentes d'une nette expansion du programme d'assouplissement de l'institution de Francfort, selon lui. La BCE doit se réunir la semaine prochaine, et beaucoup attendent de nouvelles mesures d'assouplissement, ce qui avait fait baisser l'euro en milieu de semaine. Mais le marché bruissait de spéculations de la presse sur une absence de consensus à la BCE, relevait Jasper Lawler, analyste chez

CMC Markets. «Cette absence de consensus peut être authentique mais elle pourrait aussi être une tentative de la BCE de limiter les attentes afin d'éviter le même genre de déception qu'en décembre», notait l'analyste. La BCE soutient déjà l'économie à hauteur de 60 milliards d'euros mensuels de rachats d'actifs, ce qui a pour effet de diluer la valeur de la monnaie unique. Toute extension de ce programme risquerait d'accentuer la pression sur l'euro. Vers 19h00 GMT, la livre britannique baissait légèrement face à la monnaie européenne, à 77,36 pence pour un euro, et montait face au billet vert, à 1,4211 dollar pour une livre. **R.E.**

Concession agricole

1 700 titres remis à des jeunes dans la wilaya de Naâma

■ Au moins 1 725 titres de concession agricole ont été remis à des jeunes dans la wilaya de Naâma, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures incitatives visant la création d'exploitations agricoles et d'élevage, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles.

Par Salim L.

Les bénéficiaires, âgés de moins de 35 ans, ont reçu les titres de la part des services des domaines, pour exploiter une surface agricole globale de 8 625 hectares, soit 5 hectares chacun, en plus des avantages qui leur sont accordés en matière de soutien agricole en vertu de la circulaire interministérielle N-108 du 23 février 2011, a-t-on précisé.

L'Etat prend en charge la réalisation des forages, le raccordement au réseau d'électrification et l'ouverture de pistes d'accès, à la satisfaction des jeunes investisseurs qui seront orientés vers des activités agricoles adaptées aux conditions naturelles de la région, à l'instar des cultures maraîchères et fourragères (maïs et orge), l'ar-

boriculture fruitière, ainsi que les élevages ovin, bovin et avicole, selon la DSA. L'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a lancé des études techniques pour l'intégration de ces nouveaux périmètres au programme d'électrification rurale accordé en 2014 à la wilaya, soit 200 km linéaires reliés à 19 centres de distribution à travers différentes zones rurales et agricoles, avec une priorité aux zones à fortes capacités agricoles. Le comité de suivi des projets de la concession agricole a, après avoir obtenu l'aval de l'instance nationale de contrôle des ouvrages hydrauliques, procédé à l'élaboration de permis de réalisation de forages collectifs, à travers 21 périmètres d'une surface globale de 7 221 hectares, dans une première phase, selon les



mêmes services. La condition a été, toutefois, exigée aux jeunes agriculteurs d'utiliser les nouvelles techniques d'irrigation agricole en vue de rationaliser l'exploitation de la ressource hydrique. Les services agricoles ont annoncé, par ailleurs, la création d'autres exploitations similaires à travers d'autres régions de la wilaya de Naâma, à la lumière de l'étude de près

de 1 200 dossiers supplémentaires. La DSA a fait état de la réception aussi de 231 autres demandes d'investisseurs privés désireux de bénéficier de terres pour la réalisation d'activités agricoles dans la région, à l'instar d'un investisseur hors wilaya ayant sollicité une surface de 3 000 hectares pour la production de la tomate industrielle. S. L./APS

Oran/ Inauguration d'équipements et structures de proximité

Belgaïd, un pôle urbain modèle

De nombreux équipements publics et structures de proximité ont été inaugurées par le wali d'Oran au nouveau pôle urbain de Belgaïd (Bir El Djir) pour répondre aux attentes des populations nouvellement relogées, en termes de prestations et faire de ce site une zone urbaine modèle. «Nos efforts visent à rendre attractif ce pôle urbain appelé à accueillir d'ici juin prochain des dizaines de milliers d'habitants et l'arriver au futur village olympique, lieu d'excellence des Jeux méditerranéens de 2021», a indiqué Abdelghani Zaalane, en marge de la visite qu'il a effectuée sur le terrain. Le chef de l'exécutif a successivement inauguré une nouvelle sûreté urbaine et une brigade de recherche et d'investigation (BRI), une nouvelle agence commerciale de Sonelgaz dans ce quartier qui assure le recouvrement

et l'intervention en temps réel des pannes. Le wali d'Oran, accompagné de responsables locaux, a inauguré également une agence OPGI, une annexe administrative, une salle de soins, une agence commerciale Mobilis, une agence commerciale d'Algérie Télécom, un terrain de sport combiné ainsi que la pose de la première pierre d'un lycée de 1 000 places pédagogiques, d'une mosquée devant accueillir 2 000 fidèles et un marché de proximité de fruits et légumes.

Au niveau du boulevard du Millénaire où il s'est rendu pour s'enquérir de l'état d'avancement du projet d'aménagement du jardin citoyen site 2, Abdelghani Zaalane a insisté sur la réalisation d'un parking pour permettre aux citoyens de stationner aisément leurs véhicules. Auparavant, il s'est enquis de

l'état d'avancement de la trémie de Belgaïd, située à l'entrée du nouveau complexe sportif. Le projet est pratiquement achevé mais nécessite un renforcement de l'éclairage au niveau de ses murs tampons.

A l'issue de cette visite, le wali a évoqué divers programmes d'amélioration urbaine en cours de réalisation ou en voie de l'être pour accompagner la dynamique imprimée au niveau de la commune de Bir El Djir, à l'est d'Oran.

Il a révélé la projection d'autres équipements d'importance pour renforcer le statut de métropole de la ville d'Oran. Dans ce sens, il a estimé que le futur pôle urbain de Misserghin sera plus attractif avec, à la clef, la réalisation d'un terrain de golf avec le concours de promoteurs privés.

Hani A./Agences

Ain Témouchent

Installation de compteurs pour lutter contre le gaspillage de l'eau

Pas moins de 17 000 compteurs seront installés et mis en marche dans la wilaya d'Ain Témouchent pour lutter contre le gaspillage de l'eau potable, a-t-on appris du directeur de l'unité locale de l'ADE. Cette opération, qui fait suite aux instructions du directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE) et du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, sera entourée de «toute l'importance voulue pour assurer sa réussite afin d'annuler l'application habituelle du forfait et éviter le gaspillage d'eau», a indiqué Abdenour Sahraoui, soulignant que ces 17 000 compteurs

font partie d'une dotation de la direction générale qui a mis également à la disposition de l'unité un banc d'essai pour la vérification des compteurs. Parallèlement à cette action, l'unité ADE d'Ain Témouchent compte recouvrer la totalité de ses créances auprès de ses abonnés, lesquelles freinent et le développement de l'entreprise et l'amélioration de la prestation du service public, a-t-il ajouté. Dans ce domaine et durant l'année 2015, un montant de 20 millions DA a été recouvré des créances de l'ADE passant de 270 millions DA en 2014 à 250 millions de dinars en 2015, a-t-il fait savoir.

Ces efforts ont été appuyés par la récente journée de sensibilisation animée à la salle des conférences du complexe culturel du chef-lieu de wilaya par les cadres de l'unité ADE d'Ain Témouchent, en présence de représentants de la zone d'Oran. Cette rencontre, ayant pour objectif l'évaluation de l'année précédente et l'élaboration de la feuille de route pour l'année 2016, avait insisté sur le redoublement des efforts pour optimiser les rendements des réseaux de production et de distribution. A cette occasion, une nouvelle nomenclature des postes de travail a été présentée en tant que

grand acquis motivant le personnel à s'impliquer davantage pour une entreprise performante, a fait savoir le directeur de l'unité. Pour assurer toutes les conditions de réussite de la mission de lutte contre le gaspillage de l'eau, l'unité a reçu un matériel performant de détection des fuites et des branchements illicites, outre celui de laboratoire, ainsi que des motocycles, des véhicules et des javalisateurs, ce qui contribuera à l'amélioration de la qualité de l'eau fournie aux consommateurs et des conditions de travail des agents. Fateh J.

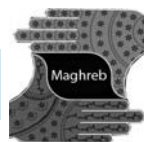
M'sila 10 000 hectares de nouveaux vergers oléicoles productifs dès 2017

DIX MILLE hectares de vergers oléicoles, plantés dans la wilaya de M'sila au titre du programme quinquennal 2010-2014, entreront en production en 2017, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Les oliviers mis en terre, essentiellement en zones montagneuses, à l'image de la commune de Hammam Dhalaâ, contribueront, à terme, à augmenter de 25% la production d'olives dans la wilaya de M'sila, selon la même source qui a rappelé que la récolte d'olives avait atteint en 2015 les 107 400 quintaux dont 78 600 qx ont été destinés à l'extraction de l'huile d'olive.

Outre le facteur climatique, cette extension de l'olivieraie locale a été favorisée par la faible demande en eau de cet arbre rustique ainsi que le peu d'entretien qu'il nécessite, contrairement à l'abricotier et à plusieurs autres essences fruitières, a-t-on noté à la DSA. De plus, l'olivier se distingue par une grande résistance à la salinité de certains sols de la wilaya du Hodna, et sa longévité peut s'étendre sur plusieurs décennies, a-t-on également souligné. Limitée vers fin 2002 à 4 000 hectares, l'olivieraie de M'sila s'étend actuellement sur plus de 30 000 hectares, ce qui a permis de produire, en 2015, plus de 1,2 million de litres d'huile d'olive par les quatre huileries locales.

R.R.



Libye

Le puzzle d'une intervention militaire se met lentement en place

■ Préparatifs à Rome, forces spéciales déjà sur place, premiers raids : le puzzle d'une intervention militaire internationale contre l'organisation Etat islamique (EI) en Libye commence à se mettre en place, même si le gouvernement d'union libyen se fait toujours attendre.

Par Asma F./Agences

Le général Donald Bolduc, commandant des forces spéciales américaines en Afrique, a fait frémir les états-majors militaires et politiques en assurant cette semaine au Wall Street Journal qu'un «centre de coordination de la coalition» était en place à Rome en vue de cette intervention. «Nous attendons la formation du gouvernement libyen, il n'y a pas de "war room"», a vivement réagi Domenico Rossi, sous-secrétaire d'Etat italien à la Défense, sur son compte Twitter. Mais au-delà de la forme et du nom, les préparatifs sont bien en cours. «Nous sommes en train de coordonner la formation de la force de sécurité et de stabilisation libyenne, qui devra intervenir quand un gouvernement aura été formé», a ainsi déclaré la ministre italienne de la Défense, Roberta Pinotti, la semaine dernière.

Depuis une dizaine de jours, les informations se multiplient à Paris, Londres et Rome, selon lesquelles des membres des forces spéciales françaises, américaines ou britanniques sont déjà à pied d'œuvre en Libye. *Il Corriere della Sera* écrit ainsi jeudi qu'une cinquantaine

d'Italiens sont sur le départ. Selon les médias, ces militaires ne participent pas aux opérations militaires menées par les forces du général Khalifa Haftar, loyales au gouvernement de Tobrouk (est, reconnu par la communauté internationale), ou par Fajr Libya (Aube de la Libye), la coalition de milices islamistes devenue le bras armé du gouvernement non reconnu siégeant à Tripoli.

Leur mission consiste plutôt à établir des contacts avec les forces sur le terrain, évaluer la situation, fournir du renseignement, peut-être des armes et des moyens de communication.

En plus de ses nombreux vols de reconnaissance, l'armée américaine a déjà mené au moins deux raids aériens en Libye, dont celui du 19 février contre un camp de l'EI près de Sabrata, qui a fait 50 morts et probablement tué l'un des chefs du groupe.

«Urgent d'agir»

Parallèlement, le porte-avions français *Charles de Gaulle* a quitté le Golfe pour la Méditerranée, officiellement pour des exercices conjoints avec la marine égyptienne.



Ph. : DR

A Sabrata, le commandant d'un groupe loyal à la coalition Fajr Libya a assuré que des soldats britanniques étaient à Misrata pour prendre contact avec les milices. Selon lui, un plan est en place et la campagne visant à déloger l'EI de Syrte va commencer «bientôt». La communauté internationale s'inquiète en effet beaucoup de voir l'EI renforcer sa présence à Syrte. Le groupe y compte 3 000 à 5 000 combattants, dont des centaines de Tunisiens, Soudanais, Yéménites et Nigériens de Boko Haram venant se former pour repartir frapper ailleurs.

«Il est urgent d'agir», a reconnu le ministre italien des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni. «Mais nous avons déjà connu l'illusion d'interventions sans perspectives à moyen et long

terme. Nous devons éviter les erreurs du passé et les fuites en avant». L'Italie insiste donc sur le fait qu'une intervention ne peut se faire que sous l'égide de l'ONU, à la demande d'un gouvernement libyen reconnu. «Il faut qu'il y ait un partenaire viable sur le terrain», a souligné mercredi un responsable américain de la Défense à l'AFP. «Il y a des discussions» sur une coalition en Libye «mais rien de concret pour l'instant», a assuré un autre.

Pour l'instant, le gouvernement de Tobrouk refuse toute opération sans son accord préalable, tandis que celui de Tripoli promet de traiter toute intervention comme une «invasion étrangère». Une chose est sûre : personne n'a l'intention d'envoyer des troupes au sol en nombre. Une intervention militaire d'occu-

pation «est impensable, absurde, jamais envisagée et reste certainement exclue», a insisté M^{me} Pinotti, tandis que M. Rossi expliquait que la lutte contre l'EI serait «moins efficace» si les soldats de la coalition étaient perçus comme «des envahisseurs». Mais «l'expérience, dans les autres pays, a bien montré que les frappes aériennes ne suffisent pas», a prévenu mercredi Alshiabani Abuhamoud, ambassadeur en France du gouvernement de Tobrouk. «S'il n'y a pas de troupes terrestres, soit nationales soit internationales, cela ne suffira pas», a-t-il conclu.

A. F./Agences

Sahara occidental

L'Afrique «solidaire» avec le peuple sahraoui

Une délégation de la Commission de l'Union africaine (CUA) et certains Etats membres, ainsi que des dignitaires internationaux, ont apporté leur soutien et exprimé leur solidarité au peuple du Sahara occidental, lors de la célébration du 40^e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

«Il s'agit d'un message clair et sans équivoque : l'Afrique ne sera pas libre jusqu'à ce que la dernière de ses colonies, le Sahara occidental, ne soit libérée, libre et indépendante», a indiqué un communiqué de la CUA. Le Commissaire en charge des Affaires

sociales à l'Union africaine, D' Mustapha Sidiki Kaloko, a rassuré le peuple sahraoui que «l'Afrique sera toujours à ses côtés jusqu'à la victoire». Il a réitéré les décisions des 25^e et 26^e conférences des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA exhortant les Nations unies à «fixer une date pour la tenue du référendum sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental et à protéger l'intégrité du Sahara occidental en tant que territoire non autonome, de tout acte susceptible de l'ébranler». La présidente de la CUA, Dlamini Zuma, a pour sa part déclaré que «le référendum au Sahara occidental est une promesse

qui vous a été faite par l'Afrique et la communauté internationale». «Nous mettrons tout en œuvre pour qu'elle se réalise», a-t-elle ajouté. Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupée depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

Hatem B./APS

Tunisie

Vers un plan d'aide du FMI de 2,6 milliards d'euros

Le Fonds monétaire international (FMI) a fait savoir qu'il était proche d'un accord avec la Tunisie sur un plan d'aide de 2,8 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros) sur quatre ans, destiné à appuyer le programme de réformes économiques du pays. Une délégation du FMI qui vient d'achever une mission en

Tunisie a fait savoir qu'il fallait maintenant affiner les besoins du pays en matière de réformes et définir les besoins de financement pour cette année. «Aller de l'avant avec les réformes est crucial pour une économie tunisienne confrontée à plusieurs défis de taille», souligne le FMI dans un communiqué. Les créanciers

internationaux demandent à la Tunisie de réduire la dépense publique et les déficits et d'introduire des réformes pour relancer l'emploi et soutenir la croissance. La France a annoncé en janvier qu'elle mettrait en œuvre un plan de soutien au pays d'un milliard d'euros sur les cinq prochaines années. Dans le pays, le

chômage et le coût élevé de la vie, notamment dans l'intérieur du pays, suscitent un mécontentement croissant. Le pays est également sous la menace des islamistes qui ont revendiqué des attentats meurtriers l'an dernier et qui sont en train de se renforcer en Libye, pays frontalier de la Tunisie.

L.F.

Mauritanie Projet d'implantation d'un centre d'alerte

LES MINISTRES de la Défense des Etats membres du G5 Sahel ont adopté vendredi à N'Djamena un projet «d'implantation en Mauritanie d'un Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alerte précoce (CSAMAP)», selon un communiqué final. Ils ont également décidé la création d'une école de guerre provisoirement dénommée «collège de défense du G5 Sahel», dont le lieu d'implantation n'a pas été précisé. Le G5 Sahel est composé du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, tous pays confrontés aux attaques et attentats des divers groupes islamistes, affiliés à Al-Qaïda ou bien à l'organisation terroriste autoproclamée (EI), et qui sévissent dans la bande sahélienne, du nord du Mali au bassin du Lac Tchad. La prochaine réunion annuelle des ministres de la Défense du G5 Sahel doit se tenir en janvier 2017 à Bamako.

R.M.

Brésil

Soupçonné de corruption, Lula ne «craint pas» la justice

■ Le scandale de corruption autour du géant pétrolier Petrobras continue de susciter des remous politiques au Brésil, après l'interpellation de l'ex-président Lula qui a affirmé ne pas craindre la justice et clamé son indignation.

Par Ali O.

«**J**e me suis senti prisonnier ce matin» dans les locaux de la police fédérale situés à l'aéroport de Congonhas, à Sao Paulo (sud-est), a déclaré vendredi Lula au siège du Parti des travailleurs (PT). «S'ils voulaient m'entendre, il fallait juste me convoquer et j'y allais. Je ne dois rien (à personne) et je ne crains pas» la justice.

Selon le procureur Carlos Fernando dos Santos Lima de l'État du Parana (sud), en charge de l'enquête, l'ex-chef d'État a bénéficié de «beaucoup de faveurs» de la part de grandes entreprises du bâtiment, accusées de corruption dans le scandale Petrobras.

«Les faveurs sont nombreuses et difficiles à quantifier», mais «personne n'est au-dessus de la loi dans ce pays», a martelé devant la presse le procureur, qui n'envisage pas de demander l'incarcération de l'ancien chef d'État à l'heure actuelle.

L'ancienne icône de gauche, qui a gouverné le Brésil de 2003 à 2010, a qualifié la perquisition à son domicile, puis son transfert au siège de la police, de «show médiatique plutôt qu'une enquête sérieuse».

L'actuelle présidente Dilma Rousseff s'est également indignée de l'interpellation «inutile» de son mentor, dans un communiqué.

Les procureurs «ont rallumé la flamme qui m'habite! La lutte continue!» a lancé Lula, faisant part de son «indignation» face à ceux qui «veulent criminaliser le Parti des travailleurs, criminaliser Lula» par crainte que le PT reste au pouvoir.

«Je ne sais pas si je serai candidat en 2018» à la présidence, a-t-il



Ph. > D. R.

lancé, promettant toutefois de parcourir le pays en défense du parti qu'il a fondé en 1980, vers la fin de la dictature.

Vendredi soir, devant des centaines de partisans réunis à Sao Paulo, Lula a réitéré un message de combativité: «S'ils veulent me vaincre, alors ils devront m'affronter dans les rues de ce pays». «Si quelqu'un pense que les persécutions et les dénonciations vont me faire taire, moi j'ai survécu à la faim,

et celui qui survit à la faim ne renonce jamais», a-t-il lancé.

Devant le siège du PT, des dizaines de militants agitaient les drapeaux rouges du parti et des banderoles de soutien à Lula. «Il n'y aura pas de coup d'État!» criaient-ils.

Le président vénézuélien, le socialiste Nicolas Maduro, lui a

apporté son soutien via Twitter: «De cette attaque misérable tu sortiras plus fort, le Venezuela t'embrasse».

Lula a subi «une violence juridique», a dénoncé son avocat, Cristiano Zanin Martins. «Rien ne justifie cette urgence. C'est un affront à la Constitution», a-t-il souligné. L'ex-président a été interrogé

sur un appartement triplex, une maison de campagne et des conférences, qui «sont des sujets connus pour lesquels il a déjà été interrogé et a déjà répondu», a poursuivi l'avocat.

Devant son domicile comme à l'aéroport où il a été interrogé, des dizaines de militants pro et anti-Lula lançaient des mots d'ordre et s'insultaient mutuellement, parfois en venant aux mains, sous les yeux attentifs d'effectifs de police armés.

Lancée en 2014, l'enquête sur le scandale Petrobras a mis au jour un système de trucage systématique des marchés passés entre le géant pétrolier contrôlé par l'État et 16 entreprises, donnant lieu à des commissions de 1 à 3% sur chaque contrat, dont une partie était reversée à des élus de la coalition au pouvoir.

L'interpellation de l'ex-chef de l'État est intervenue au lendemain d'une avalanche de nouvelles accusations de corruption dans le scandale Petrobras, avec notamment la déclaration d'un sénateur impliquant, selon la presse, Rousseff et Lula en assurant que la présidente a manipulé l'enquête.

«Ces révélations filtrées, apocryphes, sélectives et illégales doivent être rejetées et leur origine rigoureusement tirée au clair car elles bafouent la loi, la justice et la vérité», a réagi Dilma Rousseff.

La chef de l'État actuelle est elle aussi en mauvaise position, menacée par une procédure de destitution lancée fin 2015 par un groupe de juristes soutenus par l'opposition, qui l'accusent d'avoir maquillé les comptes publics. **A. O.**

États-Unis

Nouvelles primaires quand Trump afflige l'élite républicaine

Les Américains de cinq États choisissent hier le candidat à la présidentielle de leur parti, au moment où le prétendant républicain Donald Trump divise comme jamais son propre camp, et le démocrate Bernie Sanders tente de réduire l'écart avec Hillary Clinton. Quatre primaires républicaines (Louisiane, Kentucky, Kansas, Maine) et trois démocrates (Louisiane, Kansas, Nebraska) étaient organisées hier.

Reste à savoir si l'ultime campagne lancée contre Donald Trump jeudi par l'ancien candidat à la présidentielle de 2012 Mitt Romney suffira à freiner l'avancée du milliardaire. Le gros lot de délégués viendra de la Louisiane, un État du Sud dans lequel Donald Trump et Hillary Clinton sont donnés gagnants. Tous deux étaient déjà sortis victorieux du «super mardi» le 1^{er} mars, en remportant chacun 7 États.

L'élite du parti et ses soutiens restent tétanisés par la rhétorique fleurie et scabreuse déversée jeudi par le milliardaire lors du onzième débat républicain en vue de l'élection présidentielle de novembre.

En dépit de ses victoires aux primaires, son ton outrancier – dès le début du débat, Trump a fait une allusion graveleuse à la taille de son pénis – fait douter de son éligibilité, y compris parmi ses plus inféodés. Et l'idée que les barons

du parti doivent redoubler d'efforts pour le faire dérailler progresse.

Avec en ligne de mire la journée cruciale du 15 mars quand cinq États importants vont désigner leurs délégués.

Pour ne rien arranger à l'état de panique des conservateurs, le milliardaire a annulé sa participation hier au CPAC, grand-messe annuelle des conservateurs américains près de Washington.

Son équipe de campagne a justifié vendredi son absence par le fait qu'il tiendrait un meeting hier à Wichita, dans le Kansas (centre), avant les caucus (réunions électoraux) le soir même. Il ira ensuite en Floride, qui vote le 15 mars.

Les organisateurs de la conférence ont dit être «très déçus» et relevé que «son choix envoie un message clair aux conservateurs».

Jenny Beth Martin, cofondatrice du mouvement ultra-conservateur Tea Party grâce auquel de nombreux conservateurs comme Ted Cruz sont entrés au Congrès en 2010 et 2012, a supplié les participants au CPAC de soutenir Cruz, qui brigue lui aussi la Maison Blanche.M. Trump délivre un «argumentaire séduisant» en affirmant qu'il va redonner sa grandeur à l'Amérique mais «Donald Trump s'aime lui-même avant tout, en dernier lieu et partout entre les deux», selon elle. Déjà mis en cause pour ses revirements sur de nombreux

sujets, il est revenu vendredi sur sa promesse de torturer les terroristes et de tuer leur famille, dans une déclaration au Wall Street Journal.

Le désarroi a enflé chez les républicains après le débat de jeudi, d'une vulgarité sans précédent.

Trump espère récupérer les voix qui s'étaient portées jusqu'à présent sur Ben Carson. Le médecin à la retraite a annoncé vendredi qu'il jetait l'éponge.

Pour Ted Cruz, «les enjeux sont trop élevés» pour laisser Donald Trump être désigné, estimant qu'Hillary Clinton n'en fera qu'une bouchée en novembre. «Nommer Donald serait un désastre», a affirmé celui qui a remporté quatre États jusqu'à présent.

Marco Rubio, considéré par beaucoup comme une alternative logique, n'a vaincu que dans un État. Et le gouverneur de l'Ohio John Kasich est bredouille.

Côté démocrate, il s'agira d'abord de convaincre les électeurs d'aller voter car la mobilisation jusqu'à présent s'est avérée moins forte qu'en 2008. Hillary Clinton espère continuer sur sa lancée de victoires du «super mardi», tandis que Bernie Sanders a les yeux davantage rivés sur l'étape suivante et les États du nord du pays, qui lui sont plus favorables.



Points chauds

Centre

Par Fouzia Mahmoudi

Si dès l'annonce de la tenue d'une primaire à droite il a été spécifié qu'elle engloberait les candidats et les électeurs de droite «et» du centre, concrètement rien ne semble indiquer que le prochain vainqueur de ces élections internes, qui sera certainement issu de Les Républicains, n'ait l'intention d'inclure des représentants des partis du centre, dans un éventuel prochain gouvernement. Tant et si bien que le président de l'UDI, principal parti du centre, Jean-Christophe Lagarde, a décidé d'organiser un référendum interne du 15 au 20 mars pour laisser la possibilité aux adhérents et militants de son mouvement de décider ou non de participer à la primaire de novembre prochain qui verra s'affronter entre autres Alain Juppé et Nicolas Sarkozy. Le président du parti centriste, regrette qu'aucun accord n'ait été trouvé avec le parti Les Républicains, et évoque la possibilité que les centristes se présentent seuls à la présidentielle. «Nous avons conclu des accords aux municipales, départementales et régionales qui nous ont permis de gagner ensemble. Nous souhaiterions un accord pour une alternance nationale. Mais pour cela, il faut définir des priorités communes (réduction de la dette, relance de la construction européenne, éducation nationale, enjeux sociaux et environnementaux...). Un pacte de gouvernance doit stipuler que nos deux forces politiques sont indépendantes, qu'il ne peut y avoir d'alliance avec le FN et que chacun sera libre d'assumer des désaccords dans une future majorité. Enfin, il faut un accord sur les législatives, où UDI et LR seraient représentés à leur juste poids électoral». Il semblerait ainsi que l'union qu'agitait il y a quelques mois Nicolas Sarkozy n'ait été qu'une façade surtout que ce dernier, contrairement à Alain Juppé n'a jamais été très réceptif à l'idée d'une véritable coalition droite-centre. Il avait en effet peur que son image très droitière, qui seule pensait-il pouvait le faire gagner face à Marine Le Pen, souffrirait une association avec le centre. Finalement il s'y était résolu en début d'année dernière, la droite ayant de plus en plus de mal à rivaliser, seule, avec le Front National, qui gagne plus de poids à chaque nouvelle élection. Mais le mépris évident avec lequel sont traités les centristes par la direction de Les Républicains pourrait ainsi bien les inciter à désertir le camp de droite emportant avec eux une réserve de voix modeste, mais déterminante, lors de la présidentielle de 2017. **F. M.**



Semaine culturelle de Tizi Ouzou à Constantine

Un riche patrimoine à découvrir

■ L'héritage culturel de la ville de Tizi Ouzou est exposé aux Constantinois. C'est dans le cadre de la semaine culturelle de Tizi Ouzou à Constantine que des intellectuels, artisans et artistes partent à la rencontre des habitants de la ville.

Par Abla Selles

Les artistes, des artisans ainsi que des intellectuels de la ville de Tizi Ouzou sont depuis jeudi à Constantine. En effet, c'est dans le cadre de l'ouverture de la semaine culturelle de Tizi Ouzou à Constantine que les chanteurs Akli Yahiatene et Kader Taleb ont subjugué, jeudi soir, le public constantinois présent en force à la salle Ahmed-Bey.

Du haut de ses 86 ans Akli Yahiatene a entamé sa prestation avec «*Thamurtiw thamurth Idhurar*» (Mon pays est celui des montagnes), emportant l'auditoire dans la profondeur des paroles reflétant la splendeur des paysages de Kabylie.

L'artiste, chaleureusement ovationné, enchaîne avec «*Aminigh Awal Fahmith*» (Je te dis une parole à saisir) et «*El*

Firak» (La séparation) que beaucoup de présents fredonnent sans relâche.

En parfaite communion avec son public, celui que l'on surnomme le maître de la chanson chaâbie kabyle a lancé «*Athssant walniw segumettawen*» (Mes yeux rient de larmes) et puis «*Ya el Menti*» (le banni), arrachant des flots d'ovations d'un public conquis.

Avec panache et beaucoup d'ardeur, Kader Taleb, fils du regretté Rabah Taleb, a gratifié à son tour l'assistance avec un bouquet de chansons puisées de son dernier album.

La semaine culturelle de la wilaya de Tizi Ouzou, organisée par l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), sera clôturée ce soir avec des expositions multiples, relatant à travers des tableaux, l'histoire aussi mouvementée que passionnante de la région de Tizi Ouzou.



La semaine culturelle de Tizi Ouzou, organisée dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», sera marquée par une autre exposition permettant d'admirer les ruelles des villages du Djurdjura, ses principaux vestiges touristiques et ses sites captivants, aux côtés de stands retraçant l'histoire des tapis ber-

bères, des bijoux d'Ath Yenni et de la poterie, de Maâtkas et d'ailleurs. Le public constantinois, invité à découvrir également l'art culinaire kabyle à travers un stand réservé aux plats et aux friandises les plus connues dans la région kabyle, pourra également assister à des pièces théâtrales, à des récitals poétiques ainsi qu'à une confé-

rence portant sur la Wilaya III historique et la Révolution algérienne qui sera présentée par Abdenour Si Hadj Mohand.

Au programme également le documentaire «*Dargaz ammi*» d'Ahcene Osmani relatant le parcours exceptionnel du défunt homme politique Abane Ramdane.

A.S.

Théâtre régional d'Oran

«El Ghalta», une nouvelle pièce en montage

Les tréteaux du théâtre régional d'Oran Abdelkader-Alloula (TRO) vibrent actuellement au rythme du montage de sa nouvelle production, intitulée «*El Ghalta*», dont la première représentation publique est prévue vers la fin avril prochain, a-t-on appris jeudi des responsables de cette structure culturelle. La mise en scène de cette pièce, à thématique sociale, est assurée par Moulay Mourad Meliani, d'après le texte co-écrit par Rabii Fatima et Fahsi Saïd, deux jeunes auteurs sélectionnés par la commission de lecture du TRO. Le metteur en scène entreprend sa deuxième réalisation théâtrale après s'être illustré au côté de Fadéla Hachemaoui dans la direction de «*Nouar Essebar*», produite en 2014 par le TRO et qui valut le Prix du meilleur espoir à la jeune

comédienne Amina Belhocine au Festival national du théâtre professionnel d'Alger (FNTP). Pour la nouvelle création «*El Ghalta*», Meliani est assisté par Abdelhafid Boualem connu pour son riche parcours dans le domaine du théâtre pour enfants. La pièce fait appel à une pléiade de jeunes comédiens dont Amina Belhoucine, Zaouche Bahria, Rara Amine et Mustapha Mératia, sous l'encadrement de Fadéla Hachemaoui.

La musique est composée par Zami Mohamed tandis que la scénographie a été confiée au jeune talent Benhaddou Miloud.

«*El Ghalta*» aborde la thématique du travail de la femme mariée, les mécontentements et tiraillements du couple entre exigences, contraintes de la vie moderne et vision traditionnelle dans la société algérienne.

Selon le résumé communiqué par le TRO, Amar, un enseignant de lycée nouvellement marié, est confronté à la volonté de sa femme de travailler afin de l'aider à construire leur couple qui fait face à la dure réalité matérielle de la vie.

Amar finit par céder au désir de son épouse de devenir une femme active, mais cette dernière se rend vite compte que réussir l'équilibre entre son travail à l'extérieur et l'entretien de son foyer n'est pas chose aisée.

Sur les conseils de sa mère, elle décide de recourir aux services d'une bonne. Elle vient d'ouvrir grand la porte à celle qui, bientôt, lui disputera son mari. C'est le début d'une aventure aux conséquences inattendues. F.H.

«Sakarar Nedjma» de Amel Bouchareb

Un thriller ésotérique à découvrir

Palpitant, complexe et érudit, puisant dans l'histoire des symboles religieux autant que dans les fantasmes qu'ils alimentent, «*Sakarar Nedjma*», premier roman en langue arabe d'Amel Bouchareb, se lit comme un thriller ésotérique sur le thème de la création artistique.

Dans ce livre de 429 pages, paru chez Chihab, le lecteur est invité à dénouer les mystères de la mort suspecte d'Ilias Madi, un peintre algérien au succès international élevé en Italie, qui revient dans son pays d'origine dans l'espoir de retrouver l'inspiration. Ce retour à Alger, coïncidant avec l'annonce de la disparition du grand-père, s'impose à l'artiste après une étrange conversation avec «*Cheikh Borhane*», un maître soufi rencontré dans un temple bouddhiste à Pise.

Parallèlement à la quête d'Ilias – et à l'enquête conduite par un inspecteur de police – la romancière déroule l'histoire de Damia

Ben Haroun, fille d'un vendeur d'objets d'artisanat d'Alger, engagée dans une agence publicitaire que la propriétaire reconvertit en maison d'édition pour «*prendre sa part*» de la subvention publique, à l'occasion d'une grande manifestation culturelle. Ces deux histoires qui ont pour cadre le même immeuble colonial servent surtout à produire un halo de mystère où les symboles de différentes religions et croyances (païenne, hébraïque, chrétienne, musulmane, hindouiste, franc-maçonnique et même satanisme) s'enchevêtrent au centre de l'intrigue.

Ce qui donne, par exemple, ces discussions via Internet entre Ilias Madi et son ami Irmano Pirgonzi, professeur d'art sacré à Turin et adepte de la Kabbale (mystique juive), ou encore cet échange entre les Ben Haroun, père et fils, autour d'une étoile à six branches gravée dans un plateau en cuivre de leur magasin... La présence de ces sym-

boles révèlent l'étendue du travail de recherche accompli par la romancière de 32 ans: des supputations autour de la véritable religion de Christophe Colomb, aux superstitions autour des temples et statues de la ville de Turin, en passant par les dieux païens de l'Afrique du Nord et l'histoire du soufisme, autant de preuves d'érudition présentes dans le récit.

Impressionnant par ces références historiques, le roman l'est aussi par l'humour acide pratiqué par l'auteure pour dépeindre des personnages de responsables d'institutions publiques ou d'hommes politiques en Algérie, tous suspects potentiels dans la mort du héros. Le plus édifiant reste, cependant, le D' Chenit, un personnage très influent et très soutenu en haut lieu, député et président de «*Notre Algérie*», une ONG revendiquant des milliers d'adhérents sur tout le territoire. M.K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

jusqu'au 9 mars :

Célébration de la Journée internationale de la femme : une exposition sous le thème «*Une image, une femme* »

08 mars :

Concert de chants avec l'Orchestre symphonique national

10 mars :

Concert de musique andalouse avec l'artiste Lamia Madini

Galerie Baya

Du 8 mars au 2 avril :

Exposition collective sous le thème «*Emotions, expressions au féminin* »

Salle Ibn Zeydoun

08 mars :

Célébration de la Journée mondiale de la femme : Concert de musique avec : Naima Dziria (algérois), Fares Rami (kabyle), Karim Boughazi (musique moderne) et Nadia Baroud (kabyle)

12 mars :

Soirée de musique malouf avec Dib El Ayachi

19 mars :

Concert de musique moderne algérienne avec le groupe Hors Ligne

Cinémathèque algérienne

jusqu'au 31 mars :

Promotion du cinéma national : projection du long-métrage de fiction «*Le Puits* » de Lotfi Bouchouchi (Algérie, 2015)

Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie

Jusqu'au 26 mars :

Exposition «*Le maître et ses disciples*» en hommage à Mostefa Ben Debbagh.

Coup-franc direct

Que veut Kerbadj ?

Par Mahfoud M.

Après avoir annoncé à plusieurs reprises son intention de démissionner de son poste et ne pas se représenter aux prochaines élections pour la présidence de la LFP, Mahfoud Kerbadj, patron de la Ligue professionnelle, se serait ravisé et revenu sur sa première décision, selon des sources citées par des journaux spécialisés. Ainsi, Kerbadj aurait entretenu le suspense sans pour autant trancher la question de son maintien ou non à la tête de la Ligue avant de décider de clouer le bec à tous les candidats qui s'étaient dit prêts à lui succéder, notamment Lahlou, Allik et Serrar. Que veut donc Kerbadj alors qu'il se disait saturé et assuré qu'il ne pouvait plus continuer sa mission à la tête de cette structure ? Il a connu des problèmes en raison des critiques incessantes des clubs qui n'arrêtaient pas de le pointer du doigt à chaque contre-performance. Pour mettre fin à ce calvaire, il a décidé de quitter la LFP mais voilà qu'il décide de revenir, selon certaines indiscretions qui ne donnent pas de plus amples informations. Ce doit être un coup du président de la FAF, Mohamed Raouraoua, qui lui aurait demandé de rester surtout qu'il lui sera difficile de s'adapter à une autre personne qui lui desservira les urnes.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (22^e journée)

Le CAB et l'OM côte à côte

LE CA BATNA a rejoint l'Olympique Médéa en tête du classement de la Ligue 2 Mobilis de football, en le battant vendredi (2-0) dans l'affiche de la 22^e journée, au moment où l'OM Arzew est revenu avec une précieuse victoire de son déplacement chez la JSM Béjaïa (2-1), et qui vaudra probablement son pesant d'or dans la course au maintien. Djabali, déjà décisif la semaine dernière à El Eulma, où il avait offert une égalisation sur le fil au CAB (1-1), a surpris l'OM dès la 3^e minute, avant que le fraîchement incorporé, Rebouh, ne double la mise à la 70', pour une victoire finale des Batnéens (2-0). A la faveur de ce succès, les hommes de Rachid Bouarata (41 pts) partagent le fauteuil de leader avec leur adversaire du jour, en attendant le match de l'USM Bel-Abbès (3-39 pts) contre le CABBA mardi prochain. Cette 22^e journée a été une des plus prolifiques en buts, avec une moyenne de trois réalisations par match, notamment, à Skikda, Chlef et au Khroub. La JSM Skikda a dominé l'Amel Boussaâda (3-1), grâce à Tebbi (43') et un doublé de Remache aux 52' et 58', tandis que Tatem a ouvert les hostilités dès la 30', mais sans que son équipe ne puisse préserver cet avantage au score. L'AS Khroub a été tenue en échec à domicile (2-2) par le MC Saïda. Djahel et Boulainine avaient marqué pour l'équipe locale, respectivement aux (56') et (89'), contre deux buts de Zouari (74') et Hanifi sur penalty à la 88^e minute pour le Mouloudia. Outre le CAB, ayant rejoint l'OM en tête du classement, l'US Chaouia et l'OM Arzew ont également réussi de bonnes affaires, en remportant d'importantes victoires dans la course au maintien. Les Jaune et Noir d'Oum El Bouaghi ont profité de l'avantage du terrain pour battre un autre ancien pensionnaire de l'élite, le MC El Eulma, grâce à une réalisation de Kriba (21'), au moment où l'OMA a réussi l'exploit du jour, en allant gagner (2-1) chez la JSM Béjaïa, un autre ancien pensionnaire de la Ligue 1. Les gars d'Arzew menaient même par (2-0), grâce à Soltani (60') et Aïssaoui (65'), avant que le club de «Yemma Gouraya» ne sauve l'honneur par Bouzera, à la 77^e minute. Une nouvelle défaite des hommes de Ali Fergani qui confir-

me la passe difficile que traverse la JSMB désormais sous la menace de la relégation. Autre bonne affaire de cette 22^e journée, la difficile mais précieuse victoire de l'ASO Chlef contre l'USMM Hadjout (2-1), qui le hisse provisoirement à la 4^e place du classement, avec six points de retard sur l'USMBA (3'), qui accueillera le CA Bordj Bou Arréridj le 8 mars courant, en clôture de cette 22^e journée. Les Chélifiens, qui menaient dès la (8') grâce à Semahi, se sont donnés une belle frayeur, en concédant l'égalisation de Benhammouda (72'). Mais dans un ultime sursaut d'orgueil, Kara a réussi à leur redonner l'avantage au score (2-1) à l'ultime minute du temps additionnel (90'+4). Le dernier match au programme de cette journée, mettra aux prises mardi prochain le CRB Aïn Fekroun au Paradou AC, qui s'est fait éliminer vendredi, en quarts de finale de la Coupe d'Algérie, suite à sa défaite (2-0) contre le NA Hussein Dey. Un sérieux coup au moral des Pacistes qui devrait faire l'affaire du CRBAF dans sa quête de gagner, pour continuer à croire au maintien.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

USC-MCEE	1-0
JSMS-ABS	3-1
ASK-MCS	2-2
ASO-USMMH	2-1
JSMB-OMA	1-2
CAB-OM	2-0

Mardi, 8 mars :
 A Sidi Bel-Abbès :
 USM Bel-Abbès -
 CA Bordj Bou-Arréridj (16h00)
 A Aïn Fekroun :
 CRB Aïn Fekroun -
 Paradou AC (15h00, à huis clos).

	Pts	J
1). O. Médéa	41	22
→). CAB	41	22
3). USMBA	39	21
4). ASO	33	22
5). PAC	31	21
6). JSMS	30	22
7). CABBA	28	21
→). JSMB	28	22
→). MCS	28	22
→). USC	28	22
11). MCEE	26	22
→). OMA	26	22
13). A.B	24	22
→). ASK	24	22
15). CRBAF	22	21
16). USMMH	18	22

Coupe d'Algérie 2016 Le NAHD et l'USMBA en demi-finale

■ Le NA Hussein Dey et l'USM Bel-Abbès ont arraché avec brio leurs tickets de qualification pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie de football, en battant respectivement le Paradou AC (2-0) et l'ES Sétif (3-1) en quarts de finale, disputés au stade du 20-Août-55 (Alger) et 8-Mai 45 de Sétif.

Les Sang et Or proches du sacre



PH. > D. R.

Par Mahfoud M.

Les Sang et Or ont fait la différence grâce à M'Bingui (10') et l'homme en forme du moment, Ahmed Gasmi, ayant assommé les «Pacistes» d'une belle tête plongeante dans le temps additionnel de la première période (2-0). Les Nahdistes renouent avec les demi-finales qu'ils n'ont pas atteint depuis 2008, date à laquelle ils ont accédé à ce tour avant de se faire éliminer par le futur vainqueur de l'épreuve, la JSM Béjaïa, après s'être incliné à Tizi-Ouzou sur le score de (3/1).

Cette fois-ci, les Sang et Or sont décidés à atteindre la finale et pourquoi pas remporter le trophée, d'autant plus qu'ils souhaitent reprendre ce trophée qu'ils ont soulevé une seule fois en 1979 en disposant en finale de la JSK (2/1) au stade du 5-Juillet. Le coach Bouzidi estime, en tout cas, que son équipe se donnera à fond pour tenter d'aller le plus loin possible avec l'apport du public qui a toujours été aux côtés de l'équipe. Dans l'autre quart de finale, l'USM Bel-Abbès a réalisé un retentissant succès en déplacement en dominant l'ES Sétif (1-3). Menés au score à

partir de la 48', suite à un penalty de Ziaya, les Belabbassiens ont admirablement bien exploité l'expulsion du gardien Khedairia, égalisant d'abord par Meguehout sur penalty (78') avant de doubler la mise par Yahia Labani (84') et de tuer définitivement le match sur un 2^e penalty de l'ancien Senfour et Belouzdadi, Ahmed Meguehout (87'). L'USMBA a également terminé le match à dix, après l'expulsion de Bennai à la 90^e minute, mais cette situation a été sans incidence sur le résultat final, déjà scellé à son avantage (3-1).

M. M.

Paralympiques-2016 (goal-ball)

Qualification historique pour la sélection dames

L'équipe nationale algérienne (dames) de goal-ball a réussi une qualification historique aux jeux Paralympiques, en remportant haut la main le championnat d'Afrique des nations, vendredi après-midi à la salle omnisports de Stauouéli (Alger). Les Algériennes ont battu, très facilement, l'Égypte en finale sur le score de 11-1 (mi-temps : 10-01). Les protégées de l'entraîneur Mohamed Bettahrat et son adjoint Saad Boutiba, se sont adjuguées le tournoi d'Alger avec beaucoup moins d'efforts que prévu, de l'avis des observateurs. «On savait que notre équipe avait les moyens techniques et physiques pour remporter le championnat, notre premier titre, et de facto, nous qualifier aux

Paralympiques de Rio-2016, signant une participation historique», a déclaré le directeur technique national (DTN), Aïchaine Zoubir. Après un premier tour sans faute (18 points en six matchs, meilleure attaque et meilleure défense), les coéquipières de la capitaine Bakhta Benallou devaient confirmer en finale face aux Égyptiennes, venues en Algérie pour le titre. Sans se mettre une pression inutile, la triplète algérienne (l'équipe de goal-ball est formée de 3 joueurs), a entamé le match tambour battant, inscrivant le premier but dès la 1^{re} minute. Une réalisation qui a ouvert l'appétit des Algériennes, notamment la meilleure marqueuse du tournoi, Benallou (32 buts). Au fil

des minutes, la différence au score a pris de l'ampleur (2-0, 5-0, 8-1), jusqu'à atteindre 11-01, après 13 minutes de jeu (12 minutes par mi-temps), ce qui a mis fin aux débats (un match de goal-ball peut aller à terme, mais aussi s'arrêter une fois l'écart entre les deux équipes atteint 10 buts). «Notre joie est indescriptible, surtout que c'est notre premier titre africain avec, à la clé, réaliser le rêve de prendre part à des jeux Paralympiques. C'était le défi que notre entraîneur a voulu relever. Nous sommes fiers de ce qu'on a fait jusqu'ici, mais j'espère que ce n'est que le début d'une belle aventure à partir de Rio-2016», a réagi Benallou.

Coupe arabe des clubs

Conclusion d'un «accord de principe» avec un nouveau sponsor

LE PRÉSIDENT de l'Union arabe de football (UAF), le prince Tourki Ben Khaled Ben Fayçal, a annoncé la relance prochaine de la coupe arabe de football sous une nouvelle formule et à laquelle seront réservées des primes financières de plus de cinq millions de dollars.

Cette annonce a été faite à l'issue de la réunion du comité exécutif de l'UAF, tenue jeudi à Djeddah et au cours de laquelle un «accord de

principe» a été conclu avec un nouveau sponsor devant dorénavant parrainer les compétitions de l'UAF. L'accord final devrait être signé «dans les prochaines semaines», a affirmé Tourki.

La coupe arabe des clubs a été gelée en 2013. L'USM Alger est le détenteur de la dernière édition, après sa victoire en finale face à la formation koweïtienne d'Al-Arabi (3-2 sur les deux matchs aller-retour).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Université Oran 2

Hommage à Assia Djebar

UN HOMMAGE sera rendu, mardi, à l'écrivaine Assia Djebar, par la Faculté des lettres étrangères (FLE) de l'Université Oran 2 et l'Association féministe pour l'épanouissement de la personne et l'exercice de la citoyenneté (Afepec), domiciliée à Oran.

Au programme de cette manifestation, à la fois commémorative et littéraire, figurent plusieurs conférences sur la vie et l'œuvre de cette grande écrivaine algérienne, décédée le 6 février 2015, qui seront données par des universitaires d'Oran, Mostaganem, Tlemcen et Alger.

Parmi les conférences proposées par les organisateurs, on retiendra : «Assia Djebar : inventer une langue entre corps et voix» de Fatima Medjad, enseignante à l'Université d'Oran, «La réception d'Assia Djebar dans les médias arabophones» de Daoud Mohamed, de l'Université d'Oran, «Au seuil de l'écriture de soi : quelques jalons autobiographiques dans trois romans d'Assia Djebar», de Sari Mohamed Latifa, enseignante à l'Université de Tlemcen (FLE), «La dimension féminine dans l'écriture de Assia Djebar, le cas de "Loin de Médine"» de Cherifa Benhamamouch, magistrante (FLE). D'autre part, il est prévu

la projection d'extraits des films «La Noubba des femmes du mont Chenoua» et «La Zerda ou les chants de l'oubli», ainsi qu'une lecture de textes d'Assia Djebar par la comédienne Fadéla Hachemaoui et la conteuse Djamilia Hamitou.

Assia Djebar, de son vrai nom Fatima Zohra Imalayène (1936-2015), est une historienne de renom et cinéaste, mais également romancière, nouvelliste, essayiste et poétesse. Assia Djebar a été honorée à l'ouverture du Festival international d'Oran du film arabe de 2015. Auteur de nombreux romans, nouvelles, poésies et essais, elle a aussi écrit pour le théâtre et a réalisé plusieurs films.

Parmi ses œuvres les plus marquantes «Les alouettes naïves», «Les enfants du nouveau monde», «Femmes d'Alger dans leur appartement», «L'amour, la fantasia», «Ombre sultane», «Loin de Médine».

Elle réalise deux films, «La noubba des femmes du mont Chenoua» en 1978, long métrage qui lui vaudra le Prix de la critique internationale à la Biennale de Venise de 1979 et un court-métrage «La Zerda ou les chants de l'oubli», en 1982.

Hania F.

Migrations

Quelque 13 000 migrants bloqués à la frontière gréco-macédonienne

QUELQUE 13 000 migrants s'entassaient hier à la frontière entre la Grèce et la Macédoine dans des conditions d'hygiène déplorable, a indiqué un responsable grec à l'avant-veille d'un sommet entre l'Union européenne (UE) et la Turquie jugé crucial pour un règlement de la crise migratoire.

«Il y a 13 000 personnes ici et près de 20 000 dans cette préfecture, soit plus de 60% de la population entière de migrants dans ce pays», a déploré Apostolos Tzitzikostas, gouverneur régional de la préfecture grecque de Macédoine, à la télévision «Skai», alors qu'il supervisait des opérations de distribution de nourriture à Idoméni.

«Nous ne pouvons plus supporter ce poids seuls», a dit M. Tzitzikostas, qui souhaite que le gouvernement grec déclare une situation d'urgence dans la zone.

Le nombre de candidats à l'asile – surtout des Syriens, Irakiens, Afghans – bloqués dans toute la Grèce n'a fait que progresser en raison de la fermeture de sa frontière par la Macédoine et des mesures restrictives prises par des pays des Balkans, jusqu'à l'Autriche.

Plus de 30 000 migrants sont

bloqués dans le pays, des îles grecques de la Mer Egée, en passant par le port athénien du Pirée, au poste-frontière gréco-macédonien d'Idoméni, où des ONG s'activent pour soulager les pénuries de tentes et de nourriture.

Médecins sans Frontières (MSF) a commencé hier à mettre en place des tentes pour plus de 1 000 personnes supplémentaires alors que de nombreux migrants dorment sans abri dans des champs humides ou des fossés, selon l'AFP.

Ces derniers jours, des migrants syriens ou irakiens notamment ont manifesté devant la barrière de barbelés empêchant le passage en Macédoine, surveillée par la police antiémeute.

Au cours des deux dernières semaines, la Macédoine a entrouvert à plusieurs reprises sa frontière, ne laissant passer que quelque 2 000 migrants, soit autant que les nouveaux arrivants en Grèce depuis la Turquie en seulement deux jours. La Grèce a évalué pour l'UE ses besoins à 480 millions d'euros pour gérer l'accueil de 100 000 réfugiés au total.

R. I.

LE CITOYEN FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX



Djalou@hotmail.com

Lutte antiterroriste

Quatre refuges détruits et une cache découverte

■ Quatre refuges pour terroristes ont été détruits vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Boumerdès et Tizi Ouzou, au moment où une cache contenant un pistolet mitrailleur a été découverte à Illizi, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Safy T.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont détruit, le 4 mars 2016 à Boumerdès et Tizi Ouzou, quatre refuges pour terroristes et seize mines antipersonnel. De même, un autre détachement a découvert à Illizi (4^e RM) une cache contenant un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov»,

précise le MDN.

Par ailleurs à Naâma, et lors d'une opération conjointe entre les forces de l'ANP et les éléments de la Gendarmerie nationale, «deux narcotrafiquants ont été appréhendés et deux véhicules tout-terrains et une quantité de 1 888 kilogrammes de kif traité ont été saisis», ajoute-t-on.

Il en est de même à El-Oued (4^e RM), où des détachements combinés «ont appréhendé quatre narcotrafiquants et saisi

un véhicule touristique et un camion chargé de 1 010 kilogrammes de kif traité», relève la même source.

D'autre part à Tamanrasset (6^e RM), «des détachements combinés ont arrêté six contrebandiers et saisi un véhicule tout-terrain, dix-sept détecteurs de métaux et trois groupes électrogènes», rapporte également le MDN.

S. T./APS

Accidents de la route

7 morts et 35 blessés en 48 heures

SEPT PERSONNES ont trouvé la mort et 35 autres ont été blessées dans 8 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures au niveau national, a indiqué hier la Protection civile, dans un communiqué.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Adrar avec deux morts et un blessé dans une collision entre deux véhicules légers, survenue sur la route nationale RN06, au niveau de la commune de Reggane, note la même source.

Par ailleurs, une personne est décédée par asphyxie au

monoxyde de carbone émanant d'un chauffage au niveau de la commune de Tassamart, dans la wilaya Bordj Bou-Arréridj, ajoute le communiqué.

D'autre part, les corps de trois enfants âgés de 13 ans chacun ont été repêchés de oued El Melag au niveau de la commune de Ouenza, dans la wilaya de Tébessa, tandis que le corps d'un adolescent de 17 ans a été repêché dans une retenue collinaire à Mechtat Ghedir el Groua (commune de Minar Zarza) à Mila, selon le même communiqué.

Said F.

Football L'assistance vidéo autorisée à titre expérimental

L'AIDE de la vidéo pour l'arbitrage a été autorisée en match à titre expérimental sous certaines conditions à compter de la saison prochaine et pour au moins deux ans, a annoncé le Board, organe gardien des lois du jeu, hier à Cardiff.

Il s'agit de la deuxième étape dans l'ouverture du foot à la technologie après l'introduction de la technologie sur la ligne de but (GLT), validée en 2012 et utilisée notamment lors de la Coupe du monde 2014, avec succès.

R. S.